|  |
| --- |
|  |

**Note adressée aux organisations de la CGT**

**Paix, sécurité, désarmement et Défense Nationale pour le progrès social**

**La paix ne se décrète pas, elle se construit et la recherche constante du désarmement en est la condition.**

La paix n’est pas seulement l’absence de guerre mais le principe même de rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun. Ce sont toujours les peuples, quelles que soient leurs origines qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu’elles créent.

Les militaires eux-mêmes ont changé de doctrine. En 2008, le livre blanc de la Défense, commandé par le Président de la République, Mr Sarkozy, a introduit le concept de «sécurité nationale».

En effet, après avoir abdiqué sur la notion de « Défense Nationale » suite aux différents traités européens, les propos de cette doctrine reposent, d’une part, sur une force d’interposition intérieure pour une logique sécuritaire et, d’autre part, sur une formulation nouvelle de «cercles de souveraineté ».

Par ces deux axes, l’armée devenait légitime à agir contre son propre Peuple et l’industrie de Défense avait des productions considérées comme étant d’un certain niveau de souveraineté. Suivant ce niveau, elles pouvaient échapper à une production nationale. Aujourd’hui le chef de l’Etat, chef des Armées qui considère notre pays en guerre, dépasse de fait, la notion déjà dangereuse de 2008. On est donc passé d’une recherche de paix à une logique de guerre en France.

Il est cependant un fait, le niveau d’horreur et de barbarie est particulièrement inquiétant, c’est vrai sur l’ensemble de la planète. Pourquoi des jeunes en France et en Europe s’engagent dans des organisations aux mains de bourreaux fanatiques en Syrie et en viennent à tuer des citoyens ici ou ailleurs ? Nous devons comprendre et réfléchir pour changer ce qui les mène sur ce chemin.

**Quel bilan tirons-nous de ces politiques d’interventions guerrières ?**

Bien avant les attentats du 11 septembre 2001, des mouvements progressistes se sont efforcé de porter les valeurs de paix. Dans ce combat, de nombreux femmes et hommes ont, y compris, laissé leur vie. Les mouvements religieux radicaux ont empêché cette construction de la paix partout dans le monde.

Depuis 15 ans, les guerres au terrorisme n’ont rien réglé. Toutes les interventions militaires menées depuis le 11 septembre 2001 n’ont pas atteint l’objectif de mettre un terme à la violence terroriste. L’échec est là, malgré les différentes coalitions internationales.

De 2001 à 2004, en Afghanistan après l’échec de l’armée soviétique, celle de la coalition 2001-2014 pilotée par les USA a échoué. Certes la tête de Ben Laden est tombée. Mais les talibans sont toujours là et poursuivent leurs exactions meurtrières.

De 2003 à 2008, en Irak les différentes opérations militaires avec ou sans la France ont eu raison de Saddam Hussein, au prix de centaines de milliers de morts militaires, civils et enfants (notamment avec l’embargo), mais le pays est entièrement déstructuré, laissant ainsi la place libre à des groupuscules barbares. Le bilan humain est excessivement lourd.

2011, en Lybie, l’exécution de Kadhafi obtenue dans un bain de sang n’a rien réglé. Les factions rebelles ne cessent de s’entretuer. Le pays est devenu un sanctuaire régional pour des groupes exportant même leur terreur dans l’Afrique noire.

La Syrie, véritable pépinière des kamikazes, est en cours de destruction totale plutôt que construire et appuyer les forces de progrès social existantes.

Depuis plus de 50 ans, les USA apportent leur soutien aux cercles dirigeants de l’Israël qui œuvrent sans relâche contre le peuple palestinien et son droit de disposer d’un Etat. N’oublions pas Isaac Rabin qui est tombé sous les balles d’un commando d’extrême-droite alors qu’avec Yasser Arafat ils négociaient un processus de paix.

Les attitudes des puissances occidentales et leurs interventions guerrières continuent à déstabiliser le Proche et Moyen Orient.

N’oublions pas le bilan désastreux des différentes interventions de la France et de ses alliés de circonstance sur le continent Africain. La politique va-t’en guerre des deux gouvernements successifs sur tous les foyers, fait prendre le risque de nourrir de potentielles guerres civiles à l’échelle continentale.

Ce sont bien ces logiques d’interventions militaires depuis 2001 en Afghanistan, poursuivies en Irak et étendues en Lybie et en Syrie qui nous reviennent en plein visage et déstabilisent le monde.

**Qui finance le terrorisme ? Qui en bénéficie ?**

Ces assassins disposent d’armements nombreux dont il est nécessaire de savoir avec quel argent ils se les procurent.

Certaines de ces armes proviennent de prise de guerre. D’autres proviennent de complicités politico militaires, sur fonds d’affaires juteuses, avec de pétromonarchies et des alliances sulfureuses avec certains Etats comme le Qatar, l’Arabie Saoudite ou la Turquie, grands clients des industriels français d’armement et pour lesquels le ministre de la Défense est le meilleur commercial.

Peut-on fermer les yeux sur le rôle que joue le Qatar dans le financement et l’armement du terrorisme ?

L’Arabie Saoudite finance quant à elle d’autres factions terroristes. Un pays qui piétine le droit des femmes, qui pratique la décapitation mais qui entretient des liens constants avec la France.

Pendant combien de temps Daesh et les groupes terroristes vont-ils bénéficier de la complicité des dirigeants des puissances capitalistes ?

Ainsi en contrôlant le nord de l’Irak, Daech aurait fait main basse sur 15 % du Produit Intérieur Brut irakien soit 35 milliards de dollars ! Le pétrole en constitue 80% !

La Turquie pays membre de l’Otan et véritable « autoroute du Djihad islamiste » favoriserait la commercialisation de ce pétrole. Des pays membres de l’Union Européenne auraient acheté ce pétrole contribuant ainsi à financer Daech.

Depuis l’explosion de l’ex-URSS, jamais autant d’armes de guerre n’étaient échangées, n’avaient circulées en Europe, se retrouvant entre des mains autres que celles des militaires !

Combien de ces armes sont issues de trafics provenant des anciens pays de l’Europe de l’est dont plusieurs ont été théâtres de conflits ?

Dans les territoires où Daech fait sa loi, les industries d’armement n’existent pas. Alors qui vend ? Qui arme le bras des assassins ?

Les parlementaires de cette France qui caracole en tête des pays européens et qui se classe au 2ème rang mondial des ventes d’armes (doublement en 2015 avec 16Mds€) seraient bien avisés de se montrer plus sourcilleux sur les contrats d’armement qui font la une des journaux télévisés.

Mais il y a un autre fait en France, les industriels de l’armement sont particulièrement présents dans le domaine de la presse, écrite notamment.

Les citoyens du Monde qui veulent la paix ont pourtant le droit de savoir qui met le feu au monde par un interventionnisme militaire qui fait le lit des fanatiques.

Ce niveau de connaissance ne peut se faire uniquement par Internet dont on mesure qu’imparfaitement les conséquences sur des esprits éloignés du débat démocratique.

S’attaquer aux racines du terrorisme nécessite de considérer que les armes ne sont pas une marchandise.

Le commerce des armes doit être banni.

Les Etats doivent retrouver et renforcer leur rôle de stratège dans les industries d’armement qui ne peuvent plus être entre les mains de multinationales guidées par l’appât des gains financiers. Les actions militaires ne peuvent pas être le fait de Sociétés Militaires Privées recrutant des mercenaires.

L’ONU doit retrouver la place et le rôle qui sont les siens. C’est à dire par le débat démocratique des pays de déployer une force internationale de paix de nature à ouvrir des perspectives de stabilisation et de reconstruction des Etats du Proche et du Moyen Orient avec au cœur la reconnaissance d’un véritable état palestinien libre et souverain.

**La domination capitaliste est le cœur du problème**

Le capitalisme porte en lui ce monde de violence et de concurrence qui répand la misère, cloue au chômage des millions d’individus… écarte une partie de la jeunesse des conditions de vie normales dans une société émancipée.

Personne n’a oublié, sauf leurs auteurs, les propos ignobles de l’ex-président de la République tenus à l’égard de la population d’un quartier populaire qu’il voulait «nettoyer au Karcher ». Mais lorsque plus de 50% des jeunes sont au chômage ou dans la précarité que signifient les valeurs d’Egalité et de Fraternité ?

Trop sont laissés sur le bord du chemin, sans emploi, sans espoir, sans perspectives d’avenir.

Ce sont de telles politiques d’exclusion et de rejet qui poussent certains jeunes à partir et à répondre aux appels des fanatiques

Embrigadés par les partisans de Daech, ils en reviennent complètement déshumanisés au point de développer une haine totale vis-à-vis de ceux qui ne s’identifient pas à eux et à commettre l’ignoble envers leurs semblables et ce quel que soit le milieu social dont ils sont issus.

La violence sociale qui s’exprime au travers des politiques austéritaires menées depuis des années à l’échelle de l’Europe participent à cultiver la désespérance.

Nous ne pouvons taire le désengagement organisé de l’éducation populaire. Tout part en grande partie de là. Pertes de moyens, de repères, de valeurs, de règles de vie conduisent les jeunes en manque de perspectives sociales à se radicaliser et à porter toutes formes de violences. Pas seulement celle du terrorisme mais également de toutes violences physiques et sociales (drogue, prostitution…).

Tout comme nous devons dénoncer les conséquences du désengagement de l’Etat et des collectivités territoriales à l’égard d’associations véritables lieu de lien social, il est urgent de préserver l’existant et de reconstruire ce qui a été détruit politiquement et qui fait également le terreau du FN.

**C’est aussi cela s’attaquer aux racines du terrorisme**

Garantir la sécurité des citoyens ne peut signifier restreindre les libertés publiques, individuelles et collectives dans un « Etat d’urgence » de longue durée.

Cette situation d’« Etat d’urgence » sert davantage à geler la contestation sociale, tandis que le patronat et le gouvernement poursuivent leurs attaques contre le monde du travail.

L’ « Etat d’Urgence » c’est aujourd’hui « silence dans les rangs ».

C’est aussi ces dérives auxquelles s’adonnent certains élus du Front National ou autres toujours prêts à bafouer les valeurs de la République en stigmatisant des religions, des catégories.

Des dérives ont déjà été recensées y compris de la part de la police.

Notre avenir, celui de la jeunesse d’aujourd’hui et celle de demain, n’est pas de vivre dans une société traumatisée, étouffée par des forces obscurantistes ni dans une société ultra-sécuritaire, bafouant la démocratie.

**« C’est bien le combat pour la justice sociale qui fera reculer les guerres, le terrorisme, le racisme, l’obscurantisme et la régression »**

Cette préoccupation des questions de paix et de ventes d’armements s’est exacerbée avec la succession de contrats à l’export de matériels militaires vers l’Egypte, le Qatar ou encore l’Arabie Saoudite, contrats présentés dans les médias comme un véritable succès.

Peut-on se réjouir de ces ventes au motif qu’elles pourraient générer du travail pour nos établissements ?

L’emploi peut-il dépasser toute autre considération, comme celle de la paix dans le monde ou dans l’une de ses régions ?

Les armes peuvent-elles être considérées comme une marchandise comme les autres ? Existe-t-il des critères acceptables pour la vente d’armes à l’export ?

Comment faisons-nous vivre notre revendication de création d’un pôle public national de défense ?

Non, les armes ne sont pas des produits comme les autres. Leur conception, leur production, leur commercialisation ne sont pas plus des activités banalisables. La Nation doit en assurer la maitrise, du stade de la recherche jusqu’à celui de l’entretien en passant par la production et le démantèlement. Leur fourniture à d’autres pays doit s’effectuer sur des critères élaborés démocratiquement, en toute transparence.

En tant qu’organisation syndicale, nous sommes préoccupés par la situation des travailleurs et de leurs familles de même que nous sommes très inquiets de voir que le droit international est bafoué et que les conflits continuent de réduire des populations à fuir leur pays, à la misère, à la haine et au fanatisme.

Nous devons mobiliser nos militants, nos syndiqués, les salariés et retraités sur le processus de désarmement, la promotion de la culture du dialogue social et de la paix et exiger la dissolution de l’OTAN avec dans un premier temps le retrait de la France.

Une réforme profonde de l’ONU et notamment de son conseil de sécurité élargit à l’Afrique, l’Asie et l’Amérique latine est certainement une des solutions.

La CGT a toujours estimé que c’est dans le dialogue et le débat que les forces favorables à la paix peuvent progresser. Il s’agit donc de s’efforcer toujours à renforcer le camp de la paix et favoriser les rapprochements et relations avec nos homologues au niveau syndical mais également de la société civile dans son ensemble.

Par ailleurs, éradiquer les désarmements nucléaires, chimiques et bactériologiques est indispensable à la non-prolifération des armes et à la prévention de leur utilisation. A cet effet, il convient de renforcer le rôle de l’Agence internationale de contrôle de l’énergie atomique et appliquer le traité de non-prolifération de 1968. Regardons aussi cela déjà dans notre pays avant de donner des leçons à d’autres Nations. La CGT continue de revendiquer un désarmement multilatéral concernant le nucléaire en lien avec l’élaboration d’un plan pluriannuel de reconversion et de diversification des établissements concernés et de leurs salariés.

La CGT appelle à s’opposer à toute privatisation de la guerre au travers de l’appel à des sociétés militaires privées.

La CGT appelle à agir en faveur d’un désarmement maîtrisé et réglementé de tous types d’armes.

La CGT appelle à une démarche volontariste de reconquête des missions régaliennes pour une défense nationale visant au désarmement, au développement par la diversification de nos savoir-faire vers le civil.

La CGT se prononce pour une politique de défense commune en Europe, basée sur l’indépendance des Etats membres.

La CGT doit faire partager et avancer sa proposition de création d’un Pôle Public National de Défense qui permette la réappropriation de la maitrise publique des industries d’armement. La fabrication et le commerce des armes doivent faire l’objet de mesures renforcées, notamment la mise en place d’un contrôle strict de la production et commercialisation des armes par le parlement, ce qui garantirait l’indépendance et la souveraineté de la Nation.

Il faut faire progresser la démocratie par l’intervention citoyenne sur les questions de défense et renforcer les droits d’intervention des salariés sur la gestion des établissements, industries et groupes concourant aux missions de la défense nationale.

**Février 2016**

**Une deuxième plaquette portant plus sur le désarmement, la diversification et l’éducation viendra compléter ces premiers éléments.**